

Les tuyaux qui empoisonnent nos campagnes

Dossier de la rédaction de H2o
January 2025

En même temps que de nombreux médias relaient l'enquête d'envergure du Forever Lobbying Project sur les PFAS, l'Association Envoyée Spéciale (France 5) s'est intéressée au chlorure de vinyle (ou CVM pour chlorure de vinyle monomère) dégagé par les canalisations en PVC.

Le CVM est un gaz organique, incolore à température ambiante. C'est un composé très volatil et faiblement soluble dans l'eau. Le gaz est classé cancérigène certain par le Centre international de recherche sur le cancer (au moins de deux formes de cancer du foie : l'angiosarcome hépatique, forme particulière de cancer du foie, une tumeur rare et de très mauvais pronostic, et le carcinome hépatocellulaire, cancer primitif du foie le plus fréquent). En 2017, France Santé s'est penchée sur l'eau du robinet polluée au CVM et l'enjeu sarcome du foie. L'étude n'a pas abouti : les chercheurs n'ont pas trouvé assez de cas ; pas parce qu'ils n'existent pas mais parce qu'ils sont trop difficiles à repérer du fait de la foudroyance de la maladie.

En France, l'analyse du chlorure de vinyle monomère (CVM) dans l'eau du robinet, sur le réseau de distribution, est systématique depuis 2007. La limite de qualité pour l'eau du robinet est fixée à 0,5 µg/L, en application de la réglementation européenne relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine (directive 98/83/CE et directive 2020/2184). Cependant, cette réglementation européenne n'oblige pas à mesurer la concentration en CVM dans l'eau du robinet.

À Saint-Antonin, dans le Gers, une cinquantaine d'habitants vivent sans eau potable depuis plus d'un an, contraints de tout faire avec des bouteilles en plastique. Les 1 800 bouteilles par semaine sont offertes par l'opérateur Saur Eau mais c'est le maire et sa secrétaire qui assurent la distribution, en attendant de trouver une très improbable solution de financement pour les 3 millions d'euros requis pour changer 3 kilomètres de canalisations.

À Châteauneuf, dans la Sarthe, Catherine et Hervé, enseignants à la retraite se sont lancés dans une bataille pour connaître exactement le nombre de kilomètres de réseaux affectés dans le département, et dans les autres régions. Mission pour le moment impossible : le ministère de la Santé les renvoie à la transition écologique, et la transition écologique à la Santé. On évoque un total à minima de plus de 140 000 kilomètres sur l'ensemble du territoire.

Dans le Loiret, un collectif citoyen a engagé une avocate spécialisée en droit de l'environnement et de la Santé. L'objectif est de contraindre les syndicats de bassin à entamer et, au besoin, à réaliser les travaux... particulièrement onéreux pour les petites collectivités.

REPLAY France TV - Les tuyaux qui empoisonnent nos campagnes

Â